



PAS TOUCHE AU CODE DU TRAVAIL NI AU STATUT DES FONCTIONS PUBLIQUES

Le dépôt du rapport Combrexelle va servir de base à une nouvelle attaque du gouvernement contre les droits des salariés par une contre-réforme du Droit du Travail :

- L'inversion de la hiérarchie des normes (le Code du Travail qui prime sur les Conventions Collectives d'entreprises qui, elles-mêmes, priment sur les accords d'entreprises) ôterait aux salariés la protection du Code du Travail et des Conventions Collectives qui servent de socle que les accords d'entreprises ne peuvent qu'égaliser, voire dépasser. Des accords d'entreprises pourront déroger au Code du Travail et aux Conventions collectives, ainsi que le montrent la tentative du patron de Smart-France en Moselle ou ce qui s'est passé chez Bosch à Lyon.
- Les futurs accords d'entreprises seraient à durée limitée et non plus à durée indéterminée. Ils remettraient en cause les avantages individuels acquis et le principe d'égalité. Chaque entreprise ferait sa loi.
- L'objectif est de diviser par sept le nombre de Conventions Collectives de branches et de limiter le recours juridique.
- Au nom de la "préservation de l'emploi", une dérogation permanente aux Conventions Collectives est instituée et, sous-couvert de "simplification", une déréglementation du Droit du Travail est mise en œuvre, le Code du Travail devenant un simple socle minimal.
- Ces mesures menacent l'existence des confédérations syndicales en favorisant les syndicats-maison, toujours prêts à accepter les propositions patronales.

En outre, la mise en cause du statut des fonctionnaires par le ministre Macron vise à généraliser la précarisation des emplois et abaisser les salaires.

Plus que jamais, l'unité des salariés du Public et du Privé reste nécessaire.

L'Union Locale CGT du Bassin Montcellien invite tous les salariés à une réunion publique au Syndicat des Mineurs (43, rue Jean-Jaurès), salle E. Merzet

le jeudi 8 octobre 2015

de 18 heures à 19 heures 30

pour s'informer, s'exprimer, débattre et envisager une mobilisation nationale visant à contrecarrer les menaces que font peser le gouvernement et le patronat sur le monde du Travail.

Cette réunion se terminera par un pot fraternel.